

A Malakoff, le 3 mai 2023

**Décision n°2023 - 33 portant délégation de signature durant les week-ends, les périodes de fermeture des centres et les jours fériés.**

La directrice générale de l'EPIDE,

Vu l'article R3414-18 du code de la défense ;

Vu le décret du 18 mai 2020 portant nomination de la directrice générale de l'Etablissement public d'insertion de la défense ;

Vu les décisions 2021-1967 et 2021-1968 portant dates de fermetures des centres des 30 juin 2021 et 2 juillet 2021 (congés et RTT) pour 2022 ;

Vu la délibération 2022-15 du conseil d'administration du 21 juillet 2022 portant modification du régime des astreintes à l'EPIDE.

Vu le règlement interne de l'EPIDE du 21 novembre 2013.

Vu la décision n°2022-28 du 26 juillet 2022 portant délégation de signature durant les fermetures des centres.

Décide :

Art. 1 — En complément du régime d'internat du lundi au vendredi, un hébergement est proposé les week-ends et durant les périodes de fermeture des centres et les jours fériés.

Art 2 - Durant ces périodes, il est instauré une astreinte décisionnelle assurée par des membres de CODIR des centres. L'astreinte décisionnelle s'entend comme une permanence téléphonique, complémentaire à l'astreinte de sécurité organisée dans chaque centre, qui intervient le cas échéant physiquement sur le centre d'affectation.

Art 3 — Pour les centres d'Alençon, Alès-La Grand'Combe, Belfort, Bordeaux, Bourges, Brétigny, Cambrai, Doullens, Langres, Lyon-Meyzieu, Margny-lès-Compiègne, Marseille, Montry, Saint Quentin, Strasbourg et Toulouse, les astreintes décisionnelles sont mutualisées selon la liste figurant en annexe 1.

Art 4 — Du 5 mai 2023 au 3 juillet 2023, les délégations des cadres d'astreintes décisionnelles sont étendues aux 16 centres cités précédemment.

Art 5 — Durant cette période il est également instauré une astreinte décisionnelle assurée par les membres du comité de direction générale. Cette astreinte décisionnelle est sollicitée en recours par les directeurs assurant l'astreinte décisionnelle. Elle s'entend comme une permanence téléphonique. Si nécessaire et en cas de situation d'une particulière gravité, les membres du comité de direction générale se déplace sur site. Cette astreinte décisionnelle est assurée selon la liste figurant en annexe 1.

Art 6 — Les astreintes décisionnelles sont rémunérées à hauteur de :

- 80 € bruts par week-end d'astreinte soit du vendredi 17H00 au lundi 08H00 ;
- 40 € bruts par jour pour une astreinte pendant les périodes de fermetures et les jours fériés.

La directrice générale

